



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 3 octobre 2017

GÉHIN Léo. *L'armée turque après le putsch : outil éreinté au service de la politique étrangère d'un régime consolidé*, Note d'Analyse du GRIP, 3 octobre 2017, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/2429>



NOTE D'ANALYSE

L'armée turque après le putsch : outil éreinté au service de la politique étrangère d'un régime consolidé

par Léo Géhin

3 octobre 2017

Résumé

L'armée turque a subi la tentative de coup d'État de juillet 2016 et ses suites de plein fouet : secouée par des vagues de purges parmi ses cadres, privée de son indépendance par sa soumission au gouvernement civil, elle doit cependant maintenir des engagements cruciaux à l'intérieur et à l'extérieur du pays tout en s'adaptant à la posture internationale de plus en plus clivante qu'entend tenir le président Erdogan. Ainsi, l'outil militaire d'une politique étrangère de plus en plus vindicative ressort au contraire éreinté du processus de consolidation du pouvoir post-coup. Observant des déficits dans des secteurs essentiels à ses missions actuelles, comme les capacités aériennes et la planification stratégique, l'armée voit également la pérennité de son professionnalisme menacé par une baisse des exigences de recrutement et de formation et leur basculement vers des critères de loyauté politique plutôt que d'excellence militaire.

Abstract

The Turkish military in the aftermath of the July 2016 coup: an ailing tool of a strong regime's foreign policy

The Turkish military is still reeling from the July 2016 botched coup and its aftermath. While it is faced with thousands of dismissals among its cadres as well as the progressive deprivation of its independence from civilian authorities, it needs to keep key campaigns at home and abroad going and adapt to the ever-more assertive international posture president Erdogan strives to promote. To put it differently, the Turkish military appears exhausted from the post-coup strengthening of the regime while it is expected to support a more vocal foreign policy. The military suffers from a lack in key capabilities such as air power and strategic planning which hampers current operations. Of a greater concern are the lower skills requirements in recruitment and training programmes compounded by a bias towards rewarding political loyalty.

Introduction

Le 24 juillet 2016, une semaine après l'échec du putsch militaire, le président Erdogan était interrogé sur l'éventuelle révocation du chef d'état-major turc, Hulusi Akar, en raison de son incapacité à avoir empêché le coup. Il y répondait par une formule parlante : « *on ne change pas de chevaux au milieu de la traversée de la rivière* »¹. La traversée qu'évoque cette parabole fait référence à la période de transition qui s'est ouverte en Turquie à la suite du putsch manqué, qui devrait accoucher à la fois d'une reconfiguration profonde de l'exercice du pouvoir en Turquie et à la redéfinition de son rayonnement diplomatique dans la région. En effet, le putsch a permis au président Erdogan de consolider considérablement son pouvoir dans le sens d'un renforcement de l'exécutif et d'un musèlement de l'opposition politique. Bâtie sur la nécessité de purger l'État turc des partisans de Fethullah Gülen, rendu principal responsable du coup d'État, ainsi que sur le passage à un système présidentiel autoritaire, la consolidation du pouvoir du chef de l'État passe également par une rhétorique populiste attisant les opinions nationalistes par une hostilité entretenue à l'égard de l'Occident – États-Unis et Union européenne en tête.

Par l'orientation nationaliste que souhaite incarner le gouvernement turc et le mode de gouvernance populiste qu'il embrasse, les succès de politique étrangère deviennent nécessaires à l'adhésion de la population : la grande Turquie qu'invoque Erdogan se doit de rayonner sur la scène régionale et mondiale. Un rayonnement qui passe aujourd'hui par davantage d'assertivité, voire d'agressivité dans l'arène internationale : gouvernement allemand qualifié de « nazi », administration américaine accusée d'avoir soutenu le coup d'État, et ce alors même que la Turquie est engagée militairement sur plusieurs théâtres régionaux. Or, c'est au moment où la rhétorique agressive, les annonces de victoires sur les « ennemis » deviennent un outil essentiel à la consolidation du pouvoir, au moment où les menaces sécuritaires bien réelles empêchent tout désengagement dans la région, que l'un des principaux supports et moyens d'une politique étrangère « émancipée », l'armée, est considérablement ébranlée. Secouée par les purges post-coup, d'une part, arrachée à son indépendance historique par le projet présidentiel d'Erdogan, de l'autre. Pour le dire autrement, c'est au moment où elle devrait être l'instrument principal de la crédibilité du gouvernement que l'armée apparaît comme la plus affaiblie.

Cette Note s'attache donc à démontrer dans quelle mesure la dégradation de l'outil militaire turc consécutive au putsch affecte ses engagements régionaux primordiaux, en Syrie et en Irak, tout en s'interrogeant sur son rôle dans la consolidation du pouvoir à l'œuvre en Turquie. Dans un premier temps, nous montrerons la paralysie de secteurs clés de l'armée turque, comme les capacités aériennes et les cadres de la planification, pourtant essentielles aux opérations militaires en cours. Dans un deuxième temps, nous observerons que les capacités opérationnelles de l'armée sont menacées par un système de recrutement non seulement moins exigeant mais également plus politisé.

1. GURCAN Metin, « After massive purge, what's next for Turkish Armed Forces ? », *Al Monitor*, 1^{er} août 2016.

Enfin, nous verrons comment les capacités militaires ont également subi les contraintes de l'environnement extérieur dans lequel l'armée agit et les développements diplomatiques qu'elle connaît.

1. Une structure bouleversée par le coup : la paralysie des cadres

La première conséquence du putsch sur l'armée turque est numérique. D'une part, le gouvernement décide de lui retirer le commandement de la gendarmerie et des garde-côtes pour les placer sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, dans l'optique de limiter sa puissance². D'emblée, les effectifs de l'armée d'active passent de 510 000 hommes à moins de 400 000³. De ces 400 000 hommes, il est préférable d'en retrancher encore 50 000, occupés à des fonctions civiles de l'institution, afin d'avoir une meilleure vue des forces véritablement « armées » restantes⁴. D'autre part, le gouvernement publie plusieurs décrets de révocations des éléments considérés comme putschistes, liés à Gülen ou trop timorés durant le coup d'État : entre juillet 2016 et juillet 2017, entre 6 600 et 10 800 militaires auraient été révoqués⁵. En apparence, les effectifs totaux de l'armée n'ont pas subi de bouleversement majeur lié aux purges : 348 000 militaires (excluant le personnel attelé aux fonctions civiles de l'armée) servaient toujours dans les rangs de l'armée en février 2017⁶, après les quatre grandes purges de fin-juillet à début septembre 2016, contre environ 350 000 avant le coup d'État (en excluant les gendarmes et garde-côtes).

Nous exposerons les raisons possibles du maintien de ce relatif équilibre dans la partie suivante, mais il faut garder à l'esprit qu'en termes quantitatifs, l'impact principal du putsch sur les forces armées est causé par le détachement de la gendarmerie et des garde-côtes, non par les purges. En revanche, les purges sont dommageables pour la qualité des troupes, car elles ciblent majoritairement les officiers et sous-officiers, c'est-à-dire des militaires de carrière : environ 6 200 sous-officiers et officiers des trois armes ainsi que de l'état-major général ont été révoqués⁷. Or, il faut rappeler que les militaires de carrière sont les seuls à être mobilisés lors des missions de combat, les 54 % de conscrits qui composent encore l'armée étant cantonnés à des rôles de protection statique ou de surveillance des frontières⁸. Par conséquent, les purges des officiers et sous-officiers signifient l'affaiblissement de la force réellement combattante de l'armée.

2. [Decree with Force of Law n°668](#), 27 juillet 2016.

3. Pour les effectifs antérieurs au coup d'État, voir le *Military Balance 2016*.

4. Correspondance avec un ancien militaire des Forces armées turques, été 2017.

5. Le chiffre varie en fonction des sources : fin août 2017, le site [Turkey Purge](#) avançait le chiffre de 10 800 militaires révoqués, tandis que le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly parlait de 7 463 soldats arrêtés en avril 2017. Enfin, une source militaire avec qui nous sommes entretenus retenait plutôt le chiffre de 6 600. Quoi qu'il en soit, un nombre au moins égal de cadets (7 000) ont également été révoqués. Voir *Hurriyet Daily News*, « [47 155 people arrested in Gülen probe since coup attempt : Interior minister](#) », 3 avril 2017.

6. Correspondance avec un ancien militaire des Forces armées turques, été 2017.

7. *Idem*.

8. Entretien Skype avec un ancien officier des Forces armées turques, été 2017.

Une analyse des purges par secteur montre d'ailleurs que certaines composantes clés de l'armée ont été considérablement amputées : il s'agit des officiers d'état-major, des généraux de division et de corps d'armée ainsi que de la force aérienne.

A) L'hémorragie des cadres du commandement et de la planification

Selon le ministre de la Justice Bekir Bozdag, 169 généraux des trois armes avaient été révoqués au 13 juillet 2017, sur un total de 325 avant le coup d'État, soit une baisse de 52 % des effectifs⁹. Les généraux de brigade, « une étoile », ont pu être remplacés facilement – sur le plan numérique – grâce au stock important de colonels présents dans l'armée turque¹⁰. En revanche, le gros des révocations a concerné les généraux « deux étoiles » et « trois étoiles », qui dirigent notamment les centres de commandement et de contrôle des divisions et corps d'armée (au nombre de neuf), entraînant la perte d'une expérience précieuse dans la planification et le commandement au niveau stratégique¹¹. Or, comme l'état-major turc a maintenu jusqu'à présent la structure organisationnelle d'avant le putsch, sans dissoudre les grandes unités de niveau division ou corps d'armée dont les commandants ont été mis à pied, il existe un besoin pressant de leur trouver des remplaçants. Par ailleurs, les officiers d'état-major d'un rang inférieur ou égal à celui de colonel ont vu leur nombre diminuer de 60 % au moins en raison des purges, la majorité des révoqués servant dans les centres de commandement de l'armée de Terre¹². Chargés de missions comme la planification stratégique, l'analyse des menaces, la définition des doctrines d'emploi des forces et la réflexion sur les mutations de l'armée, ces officiers d'état-major constituaient également une partie des capacités « intellectuelles » de l'institution. Du groupe des officiers d'état-major disposant de masters et doctorats d'institutions militaires et civiles européennes ou américaines, 60 % auraient été révoqués ou écartés des centres de commandements, rétrécissant là aussi le champ des réflexions possibles¹³. Ainsi, les purges menacent d'éloigner un peu plus le système militaire turc de la substance académique dont certaines composantes de l'armée s'étaient déjà volontairement privées : le commandement des forces spéciales turques, par exemple, prévoit la révocation des membres qui postuleraient à des cursus universitaires de master ou de doctorat¹⁴.

B) L'état problématique des forces aériennes

Du champ des possibles, l'armée turque peut également retrancher la puissance aérienne. En effet, il s'agit de l'arme la plus touchée par les purges. Forte de 60 000 hommes avant le putsch, l'armée de l'air se trouve amputée en juillet 2017 de 936

9. « [50 510 people arrested in Gülen probe since coup attempt](#) », *Hurriyet Daily News*, 13 juillet 2017.

10. GURCAN Metin, « [After massive purge, what's next for Turkish Armed Forces ?](#) », *Al Monitor*, 1^{er} août 2016.

11. Entretien skype avec un ancien officier des Forces armées turques, *op. cit.*

12. *Idem* et *Vocal Europe*, « [Turkish Army Senior Officer on Turkey's Security, Its Relation With NATO and the Reshape of Turkish Armed Forces](#) », 14 août 2017, la première réponse de l'entretien aborde explicitement le problème.

13. Entretien Skype avec un ancien officier..., *Ibid.*

14. GURCAN Metin et VASILYEV A.D., « *From Akinjis to Maroon Berets : An Assessment of Turkish Special Forces Command and Other Elite Units in Turkey* », document de travail non daté mais postérieur à février 2017, p. 17.

officiers et 627 sous-officiers, soit une diminution de 2,6 % de ses effectifs¹⁵. En comparaison, l'armée de Terre a subi une diminution de 0,8 % de ses effectifs, contre 2,1 % pour la marine si les garde-côtes sont exclus du calcul. Surtout, près de 400 pilotes ont été mis à pied sur un total de 600, faisant tomber le ratio pilotes / avion entre 0,5 et 0,6¹⁶. Parallèlement, un nombre chiffré à plusieurs centaines de personnel de l'armée de l'air – pilotes, mécaniciens, membres des services logistiques – aurait également quitté l'armée pour le secteur privé depuis le coup d'État, pour des raisons non précisées mais probablement liées à la crainte du limogeage¹⁷. Or, les forces aériennes, et particulièrement la flotte de F-16, sont activement sollicitées sur plusieurs théâtres : patrouilles à la frontière syrienne, frappes contre le PKK en Turquie et en Irak, appui aérien rapproché à l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie. L'état de la force aérienne a déjà pu être source de questionnement lors des dernières phases de l'opération, l'artillerie lourde ayant fourni l'appui en question alors que le soutien aérien des États-Unis avait été sollicité en vain¹⁸.

En sachant qu'une nouvelle intervention militaire serait dirigée contre les forces kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG), alliés des États-Unis contre l'EI en Syrie, la Turquie ne pourrait pas davantage compter sur le soutien aérien de ces derniers et devrait utiliser sa propre flotte pour détruire centres de commandement, postes avancés ou dépôts de munitions des combattants kurdes. Si la capacité de frappe est paralysée, le ravitaillement en vol est aussi affecté et rend incertaine l'idée de compenser le manque de pilotes par le ravitaillement intensif des appareils en opération afin de multiplier leur autonomie : au moins trente pilotes du 10^e escadron de ravitailleurs d'Incirlik chargé du ravitaillement des avions de combat ont été limogés¹⁹. Le déficit très lourd de pilotes menace non seulement le tempo des frappes dans le cadre des missions actuelles de la Turquie, mais également la pérennité de l'instruction. En effet, parmi le personnel de l'armée de l'air limogé, la part de pilotes instructeurs semble avoir été conséquente puisque l'armée prévoyait de faire appel à des instructeurs pakistanais pour former ses pilotes à l'utilisation des F-16. Or, les États-Unis, qui disposent d'un droit de veto sur l'utilisation des F-16 turcs, ont refusé cette collaboration²⁰. De surcroît, la composante aérienne de l'armée de Terre aurait perdu près de 40 pilotes d'hélicoptères²¹, alors même que la Turquie investit considérablement dans une flotte d'hélicoptères à même d'assurer mobilité et appui rapproché : la co-production de l'hélicoptère d'attaque T-129 avec *Agusta Westland* et l'acquisition de onze hélicoptères de transport CH-47 F figurent parmi les programmes d'équipement actuels.

Or, l'utilisation d'aéronefs paraît déterminante à la fois dans les opérations en cours contre le PKK en Turquie et éventuellement à venir en Syrie. En effet, le transport

15. Military Balance 2016 ; correspondance avec un ancien militaire..., *op. cit.*

16. Entretien Skype..., *ibid.*

17. « [Turkish Air Force recruiting pilots who previously failed competency tests](#) », *Turkish Minute*, 7 janvier 2017.

18. BENITEZ Mike et STEIN Aaron, « [The POst-Coup Purge of Turkey's Air Force](#) », *War on the Rocks*, 19 septembre 2016.

19. LAKE Jon, « [Turkey in pilot Crisis after failed coup attempt](#) », *Arabian Aerospace*, 21 mars 2017.

20. « [US says no to Turkish request to use Pakistani pilots for F-16 training : report](#) », *Pakistan Today*, 29 août 2017.

21. Entretien skype..., *ibid.*

hélicopté des troupes permettrait de limiter l'exposition aux engins explosifs improvisés, responsables de 60 % des pertes turques causées par le PKK depuis deux ans et demi et de 20 % des 67 soldats tués lors de la seule prise d'Al-Bab²². De plus, si les forces turques devaient se déployer plus avant en territoire syrien pour mener des manœuvres d'encercllement ou de rupture des lignes de communication kurdes, l'évacuation médicale ne pourrait s'effectuer que par voie terrestre et la demande en hélicoptères pourrait s'en trouver accrue. Sur le plan de la lutte contre le PKK, le manque de pilotes paraît d'autant plus handicapant que la Turquie a justement misé depuis la fin des années 1990 sur les hélicoptères d'attaque pour prendre l'offensive contre le PKK. La diminution de pilotes expérimentés, rompus aux opérations en terrain accidenté et aux méthodes de déploiement du PKK, rend beaucoup plus incertain l'emploi des hélicoptères d'attaque alors que dans le même temps, les combattants kurdes ont augmenté leur stock de MANPADS²³.

C) L'affaiblissement d'un secteur très sollicité : les forces spéciales

Enfin, l'armée turque a subi la purge de ses forces d'élites, que ce soit celles relevant des trois armes classiques ou du commandement des forces spéciales. Leur rôle dans le coup d'État a été d'ailleurs remarqué : des forces spéciales de l'armée de l'air ont pris en otage son commandant en chef, tandis que d'autres associées à des unités du commandement des forces spéciales ont tenté de capturer le président Erdogan, enfin un dernier groupe a pris d'assaut le commandement des forces spéciales à Ankara. Par suite du coup, 30 % des unités d'élite de la marine (un groupe d'assaut et un groupe de défense amphibies), 30 % de celles de l'armée de l'air, 20 % de celles du commandement des forces spéciales ont été révoqués²⁴. Contrairement aux autres composantes touchées par les purges, le niveau tactique des forces spéciales est le plus touché : la part des commandants de section et de bataillon, comprenant respectivement douze et 76 hommes dans la structure du commandement des forces spéciales, est prépondérante. Celle des commandants de brigades des forces spéciales de l'armée de Terre également²⁵. Or, l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie, déclenchée d'ailleurs quelques semaines après le putsch, a démontré à l'état-major turc la nécessité de solliciter les forces spéciales au-delà de leurs attributions classiques. En effet, la difficulté pour les rebelles soutenus par la Turquie à conduire une offensive victorieuse face à l'État islamique a obligé les forces spéciales turques à glisser d'un rôle de conseil à un rôle de planification et de conduite des attaques exécutées par le gros de ces rebelles, soutenus par l'infanterie blindée et mécanisée turque. Ces forces spéciales, et particulièrement son niveau tactique, seront sollicitées de la même manière si ce n'est davantage dans le cas d'une future campagne contre les positions des YPG en Syrie, par exemple à Tell Rifaat, en plus de leurs activités de prédilection comme la reconnaissance, la préparation des tirs d'artillerie ou le sabotage. Parallèlement à cela, les missions d'entraînement et de formation des groupes rebelles en charge du territoire glané par Bouclier de l'Euphrate

22. MANDIRACI Berkay, « [Turkey's PKK Conflict Kills Almost 3 000 in Two Years](#) », *International Crisis Group*, Commentaire, 20 juillet 2017 et GURCAN Metin, « [Can Turkey Afford New Battlefield in Iraq ?](#) » *Al Monitor*, 4 avril 2017.

23. GURCAN Metin, « [Ankara concerned by PKK Modernized Arsenal](#) », *Al Monitor*, 27 janvier 2017.

24. GURCAN Metin et VASILYEV A.D, *op. cit.*, p. 15.

25. *Idem*.

devront également se poursuivre afin de parer à moyen terme à un éventuel repli massif du groupe Hayat Tahrir al-Sham (anciennement Al-Qaida) de la région d’Idlib, qui subirait une offensive massive des forces syriennes et russes. Enfin, le cas de l’opération Bouclier de l’Euphrate permet d’évoquer un autre poids majeur grevant le fonctionnement de l’armée : la communication politique du gouvernement. En effet, l’opération devait permettre d’offrir une victoire éclatante à la population turque et de maintenir son adhésion à moins d’un an du référendum constitutionnel. Par conséquent, l’armée et le gouvernement se sont plusieurs fois empressés d’annoncer des victoires trop tôt ou de façon contradictoire. Par exemple, l’état-major turc annonce que la ville d’Al-Bab, où les opérations traînent toujours à moins de trois mois du référendum, est « presque » prise le 17 février 2017²⁶. Elle est immédiatement contredite par l’Observatoire syrien des droits de l’homme, qui affirme que l’EI contrôle toujours 90 % de la ville. Le 23 février, le ministre de la Défense turc, Fikri Isik, piétine en déclarant que les groupes de l’armée syrienne libre contrôlent « presque totalement » la ville et ont atteint le centre²⁷. Finalement, l’armée turque annonce le contrôle total sur la ville le lendemain²⁸. Dès le 1^{er} mars, le président Erdogan s’exprime en déclarant Manbij et Raqqa comme les nouveaux objectifs de l’opération. Cependant, un mois plus tard, le Premier ministre Binali Yildirim annonce quant à lui la fin du Bouclier de l’Euphrate, qui aurait atteint ses objectifs, alors que ni Manbij ni Raqqa n’ont été assiégées en raison de la présence de l’armée syrienne et des forces spéciales américaines aux alentours²⁹. Par conséquent, la crédibilité de l’armée turque est également entamée par le mode de gouvernance populiste du gouvernement, qui cherche à présenter à ses électeurs des victoires à tout prix. Par exemple, l’incapacité à prendre Manbij n’est pas du ressort de l’armée turque car elle résulte de décisions indépendantes de sa volonté : l’accord entre les Kurdes du YPG et l’armée syrienne pour céder à cette dernière une partie des alentours de la ville, le déplacement des forces spéciales américaines au nord de la ville pour dissuader toute attaque³⁰. Mais une fois que l’objectif de prendre Manbij a été affiché, l’échec final passe pour celui de l’armée.

Pour tenter de limiter les carences observées dans ces secteurs, le gouvernement turc a exploré plusieurs pistes qui permettraient de rééquilibrer les effectifs, mais sans pour autant garantir le même niveau de professionnalisme de la troupe.

26. KARADENIZ Tulay et MC DOWALL Angus, « [Turkey says almost taken Syria’s Bab, war monitor cites heavy toll](#) », *Reuters*, 17 février 2017.

27. « [Syria conflict : Turkey says capture of ISIS Stronghold of Al-Bab nearly complete](#) », *BBC*, 23 février 2017.

28. « [Turkish Military : Al Bab fully taken from ISIL](#) », *Hurriyet Daily News*, 24 février 2017.

29. « [Manbij is Turkey’s next Target in Syria : Erdogan](#) », *Daily Sabah*, 2 mars 2017 et « [Turkey ‘ends’ Euphrates Shield Campaign in Syria](#) », *BBC*, 30 mars 2017.

30. « [U.S.-allied militia agrees to hand villages to Syrian government](#) », *Reuters*, 1^{er} mars 2017, CENGİZ Candar, « [Operation Euphrates Shield : A Postmortem](#) », *Al Monitor*, 5 avril 2017.

L'implication militaire turque en Irak

La Turquie maintient des forces conventionnelles et spéciales en Irak sur les territoires du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) depuis plus de vingt ans, assignées à des missions de lutte contre les infiltrations du PKK en Irak et de liaison avec les différentes autorités du KRG. Cependant, en décembre 2015, le gouvernement décide d'envoyer un contingent initial de 150 hommes à Bashiqa, près de Mossoul, malgré les vives protestations du gouvernement irakien, dans l'optique de remplir trois missions. Au niveau tactique, opérer contre l'État islamique et le PKK afin d'empêcher leur extension dans la zone. Au niveau stratégique, entraîner des forces irakiennes kurdes mais surtout irakiennes sunnites dans l'espoir de les faire participer à l'offensive sur Mossoul, et dissuader les Unités de mobilisation populaire chiïtes irakiennes, pour partie proches de l'Iran, d'accroître leur participation aux combats contre l'EI dans la zone, notamment celle peuplée de Turkmènes autour de Tal Afaar³¹. Au niveau politique, toujours dans l'optique de contrer l'extension de l'influence iranienne, la présence d'un contingent en Irak constitue une monnaie d'échange potentielle avec le gouvernement irakien : si celui-ci accepte de donner l'ordre aux Unités de mobilisation populaire, désormais rattachées officiellement à la chaîne de commandement de l'armée régulière, de rester à l'écart des combats dans la zone de Tal Afaar, son homologue turc pourrait accepter de disperser les forces de Bashiqa ailleurs, par exemple au sein du KRG. Les effectifs initiaux étant insuffisants pour remplir ces objectifs, l'armée turque a procédé à de nouveaux déploiements malgré les protestations répétées du Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, rejetant la présence turque comme illégale. En octobre 2016, le contingent turc à Bashiqa était estimé entre 500 et 600 hommes, avec des pièces d'artillerie, deux compagnies de chars et des véhicules blindés, mais le Parlement turc a voté ce même mois un plafond de déploiement de 2 000 hommes dans le nord de l'Irak³². Parallèlement au contingent de Bashiqa et aux forces positionnés au côté du KRG, la Turquie mène périodiquement depuis 2007 des bombardements aériens sur les positions du PKK en Irak, dans les monts Qandil, et depuis 2014 sur les Unités de Résistances yazidies de Sinjar, qui ont repris le contrôle de la zone à l'EI grâce à l'appui des combattants du PKK, en 2014-2015.

2. La formulation d'une réponse problématique : le recours au vivier des civils

La réorganisation de l'armée turque rendue nécessaire par les purges de grande ampleur doit trouver un équilibre entre trois paramètres : maintenir le niveau opérationnel des forces dans leurs engagements actuels, garantir des effectifs suffisants dans chaque composante, et bloquer au mieux les voies d'infiltration des partisans de Gülen.

Le maintien du tempo opérationnel nécessaire à la lutte contre le PKK en Turquie, l'EI et les YPG en Syrie, dépend en grande partie de l'état des forces aériennes et des forces spéciales. Certes, la Turquie peut compter sur la cohésion de la 2^e armée, en charge des opérations contre le PKK dans le sud-est et en Syrie et jusqu'ici épargnée par les purges. Concernant les forces aériennes, le gouvernement turc a procédé en deux temps.

31. FRANTZMAN Seth J., « [Iraq is preparing to take Tal Afar, here's why it matters](#) », *Jerusalem Post*, 15 août 2017 et ABU ZEED Adnan, « [What's holding up the liberation of Tal Afar ?](#) », *Al Monitor*, 5 mai 2017.

32. GURCAN Metin, « [How Ankara plans to repeat Syria success in Iraq](#) », *Al Monitor*, 20 octobre 2016 et BORA Birce, « [What is Turkey trying to Achieve in Iraq ?](#) », *Al Jazeera*, 13 octobre 2016.

D'abord, il a proposé à 300 anciens pilotes militaires reconvertis dans le civil de réintégrer l'armée temporairement, en l'échange d'une rémunération confortable et de la garantie de retrouver leur poste dans leurs compagnies aériennes une fois leur service terminé³³. Seulement, plusieurs articles affirment qu'une quarantaine seulement d'entre eux ont répondu favorablement à cet appel³⁴. Par conséquent, le gouvernement est allé plus loin avec le décret-loi 694, entré en vigueur le 25 août, qui oblige ces anciens pilotes à rejoindre l'armée de l'air dans les 15 jours suivant le décret sous peine de voir leur licence de pilote civil révoquée³⁵. Du côté du commandement des forces spéciales, le gouvernement a décidé de compenser les pertes en ouvrant 200 postes d'officier et 500 de sous-officier aux candidatures de civils³⁶. Or, le décalage entre les compétences des lauréats du passé, sélectionnés parmi les meilleurs officiers et sous-officiers de toutes les armes et astreints ensuite à quatre ans de formation, et celles des civils qui seront choisis à l'avenir constitue la principale inconnue du niveau des forces spéciales turques post-coup.

A) Les ajustements du système de recrutement et formation

La réorganisation de l'armée turque post-coup est marquée par un bouleversement du système de formation des militaires : le gouvernement a créé par décret une université de défense nationale, directement rattachée au ministère de la Défense, qui chapeautera l'ensemble des organismes responsables de l'éducation militaire et qui remplacera les académies militaires appelées à fermer d'ici juillet 2018³⁷. S'il est certain que la nouvelle université s'inspirera du fonctionnement de l'enseignement supérieur civil, la maquette et le contenu des cursus sont toujours en chantier. Par conséquent, le système de formation des cadres de l'armée étant temporairement inefficace, l'armée doit trouver un moyen rapide de remplacer les militaires limogés : l'accroissement du recrutement sous contrat parmi les civils en fait office. Mais le recours à la main d'œuvre du secteur civil, qui existe depuis 2007, pose trois défis à l'armée : qualité, stabilité, viabilité.

Pour compenser les révocations au plus vite, le gouvernement turc a ainsi multiplié les recrutements sous contrat de simples diplômés du secteur civil censés recevoir une formation « accélérée » de neuf mois au terme de laquelle ils reçoivent le grade de lieutenant et peuvent être envoyés en opération³⁸. Difficile à estimer, le nombre de soldats sous contrat a en tout cas augmenté dans des pourcentages pouvant atteindre deux chiffres³⁹. Mais quel niveau de compétence peuvent atteindre ces recrues qui bénéficient de neuf mois d'éducation aux fondamentaux, au surplus d'un maximum de six

33. Entretien skype..., *ibid.*

34. GURCAN Metin, « [Turkey adds to its critical deficit of military pilots](#) », *Al Monitor*, 3 septembre 2017.

35. GURCAN Metin, « [Erdogan hastens executive presidency with new decree](#) », *Al Monitor*, 30 août 2017.

36. GURCAN Metin et GURCAN Metin et VASILYEV A.D, *ibid.*, p. 15.

37. « [Turkish gov't introduces new decree law to overhaul army](#) », *Hurriyet Daily News*, 31 juillet 2017.

38. Entretien skype..., *ibid.*

39. Selon une étude réalisée pour le compte du Conseil de l'Europe en décembre 2016, le nombre de soldats sous contrat aurait augmenté de 20 % par rapport à la période pré-coup, bien que ce chiffre soit jugé excessif par la source militaire avec lesquelles nous nous sommes entretenus.

mois dans l'armée d'active dans le cadre de leur service obligatoire⁴⁰, alors que les candidats aux premiers grades d'officier devaient jusqu'à présent suivre un cursus de quatre ans au lycée militaire plus quatre ans d'académie militaire ?

L'autre faiblesse de ce mode de recrutement est le taux d'abandon élevé parmi les officiers qu'il produit : les sergents sous contrat démissionnent régulièrement au début de leur deuxième rotation, à savoir après cinq ou six années de service⁴¹. L'une des raisons en serait que la dangerosité des « lignes de front » que constituent le sud-est du pays, la frontière syrienne et le nord de l'Irak n'est pas suffisamment contrebalancée par la rémunération, malgré un salaire largement supérieur à celui des conscrits, et les conditions de vie proposées⁴². Ainsi, les soldats sous contrat restent cantonnés dans leur base 24h/24 et 7j/7, comme les conscrits. Ils ne peuvent utiliser les logements et infrastructures de l'armée⁴³. Non seulement le taux d'abandon est élevé, mais l'armée turque ne parvient même pas à combler les postes ouverts : en mars 2016, avant le putsch, quelque 80 000 postes d'officiers sous contrat restaient à pourvoir⁴⁴. La stabilité de l'armée est ici en jeu à deux égards : d'une part, celui de la pérennité des unités combattantes, d'autre part, celui de la cohésion entre officiers provenant du civil et officiers issus des académies militaires. Les seconds pourraient éprouver du ressentiment à l'égard des premiers dont l'ascendance peut paraître injuste, voire dégradante.

Enfin, l'accroissement du recrutement d'officiers sous contrat pose la question du coût engendré. En effet, un soldat sous contrat envoyé dans les zones de combat contre le PKK perçoit l'équivalent de 1 200 dollars mensuels, contre 100 dollars en temps normal pour un conscrit⁴⁵. L'accroissement de la part des militaires sous contrat, si elle se maintient, entraînera donc nécessairement une augmentation des dépenses de personnel dans les années à venir. Or, cette augmentation s'inscrit à rebours de la logique de transformation de l'armée turque, qui suppose une réduction des dépenses de personnel avoisinant les 70 % du total des dépenses en 2015⁴⁶. Cette contradiction est même aggravée par le défi de la stabilité des soldats sous contrat, mentionné plus haut, qui exigerait de leur offrir une meilleure situation financière ou une palette plus large de services sociaux afin de les « fidéliser ».

B) L'infléchissement du système de promotion

Quoi qu'il en soit, le recours aux contrats concerne surtout les rangs de sous-officiers et les premiers échelons des officiers qui, nous l'avons vu, ne sont pas les plus touchés par

40. Les diplômés de l'université peuvent choisir de servir douze mois comme officier de réserve ou six mois comme soldats de l'armée d'active. Voir CIA, « [The World Fact Book : Turkey](#) », mise à jour le 1^{er} août 2017.

41. Entretien skype avec un ancien officier..., *ibid.*

42. GURCAN Metin, « [Turkish military struggles to find new recruits](#) », *Al Monitor*, 10 mars 2016.

43. *Idem.*

44. *Idem.*

45. Le salaire mensuel d'un soldat professionnel avoisine 3 100 livres turques plus un bonus de 7 000 livres par année de service. Le salaire mensuel d'un soldat professionnel envoyé en zone de combat est porté à 4 500 livres. Voir « [Military service to be reduced next month, Turkish deputy PM says](#) », *Hurriyet Daily News*, 15 octobre 2013 ; GURCAN Metin, « [Turkish military struggles to find new recruits](#) », *Al Monitor*, 10 mars 2016.

46. Entretien Skype avec un ancien officier..., *ibid.*

les purges. Pour permettre de garder la même structure opérationnelle des forces armées, l'armée et le gouvernement ont décidé d'une mesure qui touche les échelons supérieurs de la hiérarchie : l'amendement du système de promotion. D'abord, le gouvernement s'est octroyé par décret ayant force de loi une présence accrue au sein du Conseil militaire suprême, l'instance qui décide notamment des promotions au rang de général : le président y siègera puisqu'il absorbera les fonctions du Premier ministre, de même que le ministère de la Défense, mais également le ou les vice-présidents ainsi que les ministres de l'Intérieur, de la Justice, et des Affaires étrangères⁴⁷. Autrement dit, le gouvernement disposera de la majorité des voix au Conseil. Cette capacité du gouvernement à décider directement des promotions s'est doublée de la possibilité pour les colonels et généraux de se voir promus à l'échelon supérieur sans attendre l'achèvement de leur mandat à leur poste actuel⁴⁸. Ce faisant, le gouvernement pourra aisément combler le manque de généraux de division et de corps d'armée en comptant sur la pléthore de colonels pour remplacer les généraux de brigade soudainement promus, eux, pour commander divisions et corps d'armée. En termes quantitatifs, donc, la relève semble être assurée. Mais les critères objectifs de promotion des généraux et colonels, fondés sur l'analyse de leurs états de service, risquent d'être minorés au profit d'une sélection basée sur leur attitude vis-à-vis du réseau de Gülen. Ainsi, dix colonels condamnés en 2013 à la prison dans le cadre des procès Ergenekon et Bayloz, dont les partisans de Gülen auraient été à la manœuvre de concert avec Erdogan, ont été rétablis et promus généraux de brigade et contre-amiraux lors du premier Conseil militaire suprême post-coup d'août 2016⁴⁹. En filigranes, c'est le jeu de pouvoirs entre différentes forces politiques qui se dessine à travers ces réhabilitations : l'alliance entre composantes religieuses et conservatrices que sont l'AKP et le mouvement de Gülen face aux élites militaires laïcisantes et kémalistes a laissé place à une entente de circonstances entre l'AKP et certains militaires kémalistes et surtout opposées à l'orientation atlantiste de la Turquie⁵⁰. D'autres colonels réputés pour leurs sentiments anti-gülenistes ont également vu leur départ à la retraite différé afin d'éviter tout risque de sélectionner des remplaçants plus tolérants vis-à-vis de l'imam turc.

3. Le poids d'un environnement extérieur hostile

L'effet des purges sur l'efficacité de l'outil militaire se conjugue aux contraintes qu'exerce l'environnement extérieur sur ce même outil. L'armée turque fait face, dans ses principaux lieux de déploiement à l'étranger, à un environnement hostile qui peut exiger

47. « Turkey Dismisses 1400 troops as post-coup crackdown continues », Middle East Eye, 31 juillet 2016 ; GURCAN Metin, « [How Turkey is reforming its military](#) », *Al Monitor*, 8 août 2016.

48. GURCAN Metin, « Erdogan hastens executive presidency... », *op. cit.*

49. Il s'agit de deux affaires impliquant des militaires ou anciens militaires de haut rang accusés d'avoir fomenté des coups d'Etat contre le gouvernement de l'AKP, depuis 2003. GURCAN Metin, « [After massive purge, what's next for Turkish Armed forces ?](#) », *Al Monitor*, 1^{er} août 2016.

50. La thèse d'un basculement progressif du centre de gravité de l'armée turque vers une position anti-atlantiste et tournée vers le continent eurasiatique est évoquée comme l'une des conséquences de la restructuration des postes de commandement.

L'implication militaire turque en Syrie

La Turquie a soutenu financièrement, logistiquement, et approvisionné plusieurs groupes rebelles syriens depuis le début de la guerre civile en Syrie, de son propre chef ou en coordination avec la CIA et les pays du Golfe⁵¹. Parmi eux, le groupe salafiste Ahrar al-Sham, censé faire contrepoids à Al-Qaida, ainsi que plusieurs factions tantôt indépendantes, tantôt proclamées rattachées à « l'Armée syrienne libre », comme les brigades turkmènes du sultan Murad⁵². Bien que tenu secret, ce soutien avait pour objectif premier le renversement du régime de Bashar al-Assad. Néanmoins, avec la montée en puissance de l'État islamique, des Kurdes syriens et de Bashar al-Assad à la suite de l'intervention russe de fin 2015, il semble que le gouvernement turc ait choisi de se concentrer non plus sur la chute du président syrien, mais sur l'affaiblissement des Kurdes syriens réputés proches du PKK. En effet, l'opération Bouclier de l'Euphrate, déclenchée le 24 août 2016 et terminée officiellement fin mars 2017, mobilisait plusieurs groupes rebelles syriens appuyés par de l'artillerie, des blindés et des forces spéciales turques avec l'objectif de prendre la dernière poche tenue par l'État islamique jouxtant la frontière turque, mais aboutissait de fait à couper le territoire des YPG kurdes en deux. Après la reprise du triangle Jarablus-Al-Rai-Al-Bab à l'EI, les objectifs militaires turcs étaient doubles : une percée vers Raqqa pour participer à la reprise de la ville et gagner non seulement une part d'influence dans la reconstruction post-conflit mais également un prestige international, une extension de l'Opération en territoire kurde, soit à l'ouest vers Afrin, soit vers l'est à Manbij⁵³. Or, l'armée syrienne coupe alors la route entre Al-Bab et Raqqa et pousse ainsi la Turquie – en plein processus de rapprochement diplomatique avec la Russie – à se rabattre uniquement sur Manbij⁵⁴. Néanmoins, une manœuvre des Kurdes syriens aboutissant à la « remise » de la ville à l'armée syrienne appuyée par les forces russes bloque à nouveau la progression de l'armée turque. À l'ouest du territoire kurde syrien, des soldats russes sont déployés à Afrin pour surveiller l'application du cessez-le-feu décidé à Astana entre gouvernement et rebelles syriens, coincant totalement l'armée turque dans un réduit au nord de la Syrie⁵⁵. À la suite de l'annonce de la fin de l'opération Bouclier de l'Euphrate, l'aviation turque a continué de bombarder des positions mineures des YPG tandis que les groupes rebelles alliés attaquent régulièrement ces derniers au sol, mais aucune nouvelle offensive turque de même ampleur n'est survenue depuis lors.

d'elle, dans le court terme, des efforts supplémentaires alors même qu'elle subit en interne une pression intense.

A) L'échiquier irakien

D'abord, en Irak. L'armée turque possède un camp aux alentours de Bashiqa, où elle a envoyé, sans l'accord de Bagdad, un contingent initial de 150 hommes en décembre 2015

51. La mise au jour de transferts d'armes par les services secrets turcs aux rebelles syriens en 2014 a notamment valu à plusieurs journalistes des condamnations très lourdes pour trahison. Voir YEGINSU Ceylan « [Turkey sentences two journalists who reported on arms shipments to Syrian Rebels](#) », *The New York Times*, 6 mai 2016.

52. Sur les composantes de la rébellion armée syrienne, certes un peu daté, voir BALANCHE Fabrice, « [Status of the Syrian Rebellion : Numbers, Ideologies and Prospects](#) », *Washington Institute for Near East Policy*, 22 novembre 2016.

53. FACHE Wilson, « [What is Turkish Army really doing in Iraq ?](#) », *Al Monitor*, 6 septembre 2016.

54. TASTEKIN Fehim, « [Will Turkey attack Kurds in Manbij or move on to Raqqa ?](#) », *Al Monitor*, 1^{er} mars 2017.

55. CANDAR Cengiz, « [Operation Euphrates Shield : A post-mortem](#) », *Al Monitor*, 5 avril 2017.

par la suite largement étoffé, dans l'objectif de lutter contre l'État islamique et le PKK ainsi que d'entraîner des groupes sunnites pour faire contrepoids aux milices chiites du Hashd al-Chaabi et se positionner comme alternative pour mener le siège de Mossoul⁵⁶.

Or, les milices chiites ainsi que le gouvernement de Bagdad ont toujours exigé le départ des forces turques, et menacé explicitement de les attaquer⁵⁷. La Turquie insiste sur le fait qu'elle est présente à Bashiqa à la demande de son allié, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) irakien, mais les forces qui y sont déployées se trouvent ainsi prises dans la confrontation diplomatique entre Bagdad et Erbil au sujet de la souveraineté de territoires contestés.

Alors que les tensions entre les deux capitales sont montées d'un cran avec l'annonce du référendum sur l'indépendance par le GRK le 25 septembre 2017, le gouvernement irakien pourrait montrer sa détermination dans les négociations à venir en laissant éventuellement les milices chiites provoquer, voire attaquer, les forces turques de Bashiqa. Quelle serait la réponse de la Turquie ? Si elle souhaite conserver de l'influence sur l'organisation de l'espace irakien libéré et peser sur les enjeux à venir, un déploiement supplémentaire de troupes est une option : début octobre 2016, le Parlement turc a ainsi voté une loi permettant de déployer jusque 2 000 hommes dans le nord de l'Irak d'ici un an⁵⁸. Toutefois, la reprise de Mossoul sans l'implication ni de la Turquie, ni des milices sunnites rend plus malaisé à justifier une présence en Irak et, en retour, fournit un prétexte supplémentaire aux milices chiites et gouvernement irakien pour éventuellement justifier l'usage de la force. L'intérêt de maintenir le contingent en place pourrait être de l'utiliser comme monnaie d'échange dans un éventuel accord avec le gouvernement irakien qui viendrait contrer l'influence iranienne en Irak : si le Premier ministre irakien parvient à empêcher les Unités de mobilisation populaires chiites, factions armées irakiennes dont certaines sont très proches de l'Iran, de participer trop activement aux combats contre l'EI dans la zone de Tal Afar ou de tenir ces territoires libérés, Ankara retirerait ses troupes de Bashiqa.

B) L'échiquier syrien

En Syrie, l'armée turque souffre du fait que l'espace aérien de la zone régulièrement désignée par Erdogan comme cible de la prochaine opération turque, le canton d'Afrin, est sous contrôle russo-syrien. De ce côté du Rojava, le nom donné à l'entité politique que les kurdes syriens se sont constituée dans le nord de la Syrie, il semble que les YPG aient en effet maintenu une collaboration nourrie avec les forces russes et syriennes. En plus de leur maîtrise aérienne, les forces russes ont également déployé au premier trimestre 2017 des hommes et des véhicules blindés dans plusieurs villes du canton d'Afrin, rendant

56. FACHE Wislon, « [What is Turkish army really doing in Iraq ?](#) », *Al Monitor*, 6 septembre 2016 et GURCAN Metin, « [How Ankara plans to repeat Syria success in Iraq](#) », *Al Monitor*, 20 octobre 2016. Certaines tribus sunnites de la province de Nineveh, où se trouve Bashiqa, auraient demandé le rattachement de la province au Gouvernement régional du Kurdistan irakien. Voir MAMOURI Ali, « [Arab Sunni areas of Iraq see demands to join Kurdistan region](#) », *Al Monitor*, 27 juillet 2017.

57. « [Shiite militia in Iraq threatens to fight Turkish forces during anticipated Mosul offensive](#) », Rudaw, 5 octobre 2016.

58. BORA Birce, « [What is Turkey trying to Achieve in Iraq ?](#) », *Al Jazeera*, 13 octobre 2016.

dès lors une offensive turque diplomatiquement infaisable⁵⁹. Sans aller jusqu'à la construction d'une base militaire et à l'entraînement des forces kurdes, que suggérait un porte-parole des YPG en mars 2017⁶⁰, la présence de soldats russes constitue un levier de pression diplomatique pour Moscou dans son rapport de forces avec Ankara : le départ des soldats russes constitue une monnaie d'échange que le gouvernement de Vladimir Poutine pourrait agiter pour décider son homologue turc à abandonner les groupes rebelles qu'il soutient à Idlib ou à muscler sa présence militaire aux points de passage frontaliers.

Pour résumer, l'outil militaire est ici contraint par le jeu diplomatique entre la Russie et la Turquie. Au vu de l'état de la force aérienne turque, il paraît peu probable que celle-ci entreprenne une action d'envergure dans une zone où elle n'a pas la maîtrise, et risquerait de toucher des forces russes. Des bombardements ponctuels peuvent être organisés avec l'assentiment du commandement russe, mais sans avoir pour cibles des points névralgiques du dispositif de défense kurde.

L'autre facteur extérieur influençant l'efficacité de l'armée turque en Syrie est la décision de l'administration Trump de mettre fin au programme de soutien de certains groupes rebelles syriens par la CIA, en juillet 2017, qui avait notamment contribué à la capture de la province d'Idlib en 2015 par la rébellion. Ce programme, qui incluait le financement des salaires, l'achat et la fourniture d'équipements, ainsi que l'entraînement de groupes rebelles syriens, se faisait en collaboration avec les services secrets saoudiens et turcs, qui mettaient notamment à disposition deux centres conjoints de planification des opérations à Gaziantep et Antakya⁶¹. Or, la suppression de financements et de fournitures d'armes et de munitions américains fragilise la qualité et la cohésion des groupes rebelles que la Turquie aurait justement pu mobiliser dans le cadre d'une nouvelle offensive contre les kurdes syriens, d'une part, mais également et de façon peut-être plus pressante pour s'opposer à l'hégémonie d'Hayat Tahrir al-Sham dans la province d'Idlib.

Une éventuelle collaboration avec l'Arabie saoudite, qui assurait également un financement généreux des groupes rebelles dans le cadre du programme, semble s'éloigner ou du moins se parer d'incertitudes étant donné les positions opposées d'Ankara et de Riyad sur la question du Qatar⁶². Par conséquent, la Turquie pourrait avoir à reprendre à son compte le financement des groupes rebelles syriens concernés ou à réévaluer la fiabilité de ses partenaires en envisageant un déploiement supplémentaire de ses propres troupes. Étant donné le rôle déjà accru des forces spéciales ainsi que de l'infanterie turque lors de la bataille d'Al-Bab, ainsi que le quasi-écrasement des rebelles syriens soutenus par la Turquie dans la province d'Idlib, il est probable que l'état-major turc doive planifier un effort quantitatif et logistique supplémentaire au cas où la Russie accepterait de quitter Afrin.

59. AYASUN Abdullah, « [Russia building base in Kurdish-controlled Afrin area in Syria](#) », *The Globe Post*, 20 mars 2017.

60. OLIPHANT Roland, « [Russia 'to train US-allied Kurds in Syria'](#) », *The Telegraph*, 21 mars 2017.

61. TASTEKIN Fehim, « [Turkey needs new Syria plan as CIA ends rebel support](#) », *Al Monitor*, 26 juillet 2017.

62. Nous nous permettons de renvoyer à un Éclairage du GRIP sur la question : GÉHIN Léo, « [Rapports de forces au Conseil de coopération du Golfe : les enjeux d'une sortie de crise](#) », *Éclairage du GRIP*, 28 juin 2017.

C) Les ombres de la coopération technologique de défense

Enfin, l'environnement extérieur agit négativement sur la modernisation des équipements de l'armée turque. En effet, le sous-secrétariat aux Industries de défense, chargé de l'équipement des forces armées et des industries, a dévoilé en mars 2017 un plan des acquisitions d'armements pour la période 2017-2021 qui prévoit de solliciter davantage les entreprises étrangères afin d'obtenir des transferts de technologie nécessaires à la réalisation de plusieurs grands programmes. Parmi ceux-ci, le développement du premier avion de chasse de conception turque *TF-X*, la poursuite du développement des drones ou des hélicoptères légers.

Or, les purges massives dans l'ensemble des secteurs de la société turque, les multiples arrestations de militants des droits de l'homme ainsi que le climat du référendum constitutionnel ont restreint les possibilités de coopération de défense avec l'étranger. Ainsi, l'entreprise turque *Tümosan* a vu sa participation au développement du char *Altay* annulée après avoir échoué à obtenir un transfert de technologie d'une entreprise autrichienne pour construire le moteur de l'engin⁶³. L'armurier allemand *Heckler & Koch* avait lui, au même moment, déclaré unilatéralement qu'il cesserait de prospecter en Turquie en raison de la difficulté d'obtenir l'accord du gouvernement allemand à de telles exportations⁶⁴. De son côté, le Congrès américain a interpellé le Département d'État sur le projet de vente de 1 600 pistolets *Sig Sauer* destinés au service des gardes du corps du président Erdogan, après que plusieurs de ces derniers ont attaqué des manifestants opposés au président alors en visite aux États-Unis⁶⁵. Si ces quelques exemples ne concernent pas les priorités du plan 2017-2021, leur multiplication en l'espace de quelques mois indique toutefois que la marge de manœuvre de l'industrie de défense turque se réduit plutôt qu'elle ne s'étend dans le champ des coopérations internationales.

Conclusion

Plus d'un an après le putsch manqué, l'armée turque présente trois caractéristiques résultant des actions gouvernementales à son égard : préservée numériquement, fragilisée qualitativement et affaiblie politiquement. La politique de recrutement des civils sous contrats ainsi que les promotions prématurées d'officiers supérieurs ont permis de maintenir jusqu'à présent la même structure des forces que celle qui prévalait avant le coup. Toutefois, ces mêmes méthodes qui permettent de sauver l'aspect quantitatif de l'armée en fragilisent la qualité : la formation accélérée d'officiers issus du civil et l'importance de l'affiliation partisane dans le choix des promotions aggravent les déficits sectoriels bien réels de l'institution dans le domaine de la planification stratégique, des postes de commandement et des capacités aériennes. Plus significatif encore, l'armée est affaiblie politiquement : placée progressivement sous le contrôle opérationnel de la présidence et du gouvernement, elle s'est vu retirer ses attributions en termes de sécurité

63. Le Parlement autrichien avait quelques mois auparavant voté une résolution non contraignante appelant à un embargo sur les armes contre la Turquie. HERSCHELMAN Kerry, « [Turkey cancels contract with Tümosan for Altay MBT engines](#) », *IHS Jane's*, 2 mars 2017.

64. « Heckler & Koch to stop doing deals with non-NATO countries : DPA », Reuters, 28 novembre 2016.

65. FANDOS Nicholas, « [Gun Deal In Jeopardy for Turkish Guards who Beat Protesters](#) », *The New York Times*, 1^{er} juin 2017.

intérieure et sécurité maritime par le détachement de la gendarmerie et des garde-côtes. Ainsi présentée, l'armée turque est-elle en mesure de remplir les missions extérieures prépondérantes assignées par le pouvoir politique ? En Irak, ni le contingent de Bashiqa, ni les milices sunnites qu'il a entraînées n'ont participé à la prise de Mossoul, rendant caduc l'objectif turc de disposer d'une position favorable dans la distribution du pouvoir post-conflit. Reste l'utilisation de la base de Bashiqa comme instrument de dissuasion et de négociation dans le cadre de la libération de Tal Afar : jusqu'à l'été 2017, la stratégie semblait payer puisque les milices du Hashd al-Chaabi affirmaient qu'elles ne participeraient pas aux combats, mais au tournant des mois de juillet et d'août, plusieurs articles évoquaient l'accord donné par le Premier ministre irakien Haider al-Abadi à leur participation.

Pour résumer, la Turquie semble enfermée dans son environnement régional. En Syrie, elle est bloquée dans le nord où son infériorité militaire l'oblige à dépendre des autres pour mener des opérations. En Irak, elle compte sur l'appui du KRG mais le maintien du référendum kurde du 25 septembre a poussé Erdogan à tenir un discours menaçant et quasi-humiliant à son égard. Parallèlement, Ankara maintient une relation troublée avec le gouvernement irakien, soutenu par l'Iran et les États-Unis. Certes, une posture de confrontation sur la scène internationale est compréhensible de la part de la Turquie, voire nécessaire au gouvernement actuel. Mais devant une telle stratégie, quel rôle le président Erdogan entend-il faire jouer à l'armée ? Va-t-elle devenir un instrument au service de sa posture plutôt que de ses objectifs de politique étrangère ? L'achat d'un système de défense anti-missile S-400 russe et sa mise en scène pose la question de sa finalité : combler réellement une lacune capacitaire de l'armée ou proclamer sa défiance vis-à-vis du partenaire américain en vue de séduire les opinions nationalistes de son électorat. La question est de savoir si les lacunes capacitaires de l'armée vont être comblées ou bien simplement « gérées » *a minima* afin de garantir au gouvernement de petites victoires à grand retentissement interne sans pour autant atteindre à terme les grands objectifs de politique étrangère plus réfléchis.

* * *

L'auteur

Léo Géhin est chargé de recherche au GRIP. Il travaille notamment sur les contrôles des transferts d'armements de l'Union européenne.

Avec le soutien de la



Wallonie